
NOUVELLES SUR LE COTON – 28 Juillet 2011

Le Doha light est mort, vive le Doha +

Introduction

A l'approche de la pause estivale, et au vu de la complexification croissante des discussions autour de la (in)faisabilité et du contenu des paquets PMA et surtout PMA +, les Etats membres de l'OMC s'orientent vers une nouvelle approche plus globale. Ce que l'on présentait comme une énième dernière chance de sauver le Cycle de Doha en séquençant les résultats ne se concrétisera pas, faute d'accord entre les membres sur ce qu'il convient de récolter en décembre. Pour autant, bien qu'incapables de trouver un terrain d'entente, les acteurs majeurs de la négociation semblent décidés (ou résignés) à ne pas clore définitivement l'affaire. Serait-il finalement plus facile de discuter sur une multitude de questions plutôt que de vouloir circonscrire (au moins temporairement) la liste des sujets à traiter en priorité ? On a l'habitude de dire « qui peut le plus peut le moins ». Il reste maintenant à prouver que « qui ne peut pas le moins, peut le plus ». Les négociateurs sont donc appelés à réfléchir, pendant les vacances d'été, à la façon dont les Ministres pourraient donner un nouvel élan à la négociation, même si cela implique de réfléchir à soit changer le mandat de Doha, soit changer les procédures et les modalités de la négociation.

Pourquoi continuer la négociation ?

La première raison est d'aucun acteur ne veut apparaître comme l'instigateur de la rupture. La deuxième est que les grands Etats membres arrivent à se satisfaire de négociations globales à durée indéterminée car ils n'entretiennent pas une relation exclusive avec le cadre multilatéral mais multiplient les « aventures extérieures » avec un ou plusieurs partenaires, à travers des Accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux, ou autres accords commerciaux préférentiels. Les Etats-Unis par exemple sont beaucoup plus préoccupés par la conclusion des ALE avec la Colombie, le Panama et la Corée et leur fameux TPP (TransPacific Partnership) que par la conclusion de Doha tandis que l'Union européenne a fait des négociations avec le Mercosur et le Canada une priorité.

Pour les plus petits, la motivation est tout autre, car pour eux, les perspectives en dehors du système multilatéral sont assez peu stimulantes, que ce soit au niveau bilatéral ou régional. De plus, plusieurs questions concernant notamment les PMA notamment (comme les subventions agricoles) ne peuvent être traitées que dans un cadre multilatéral.

Changement dans la continuité

Plusieurs réunions, dont certaines imprévues, se sont succédées à un rythme soutenu ces derniers jours : groupe des 7 vendredi (Etats-Unis, Union européenne, Chine, Inde, Brésil, Japon et Australie) ; *green room* lundi, Comité (informel) des Négociations commerciales mardi et Conseil général mercredi.

Les premières conclusions sont les suivantes :

- La poursuite des négociations est confirmée, comme il est confirmé qu'elles iront au-delà de 2011 ; les présidents des groupes de négociations sont invités à reprendre le travail ;
- L'idée d'un paquet PMA + est abandonnée ;
- L'avenir du paquet PMA est plus qu'incertain, les Etats membres étant apparemment divisés sur la suite à donner à cette proposition ; les Etats-Unis se sont montrés particulièrement clairs sur la question, arguant qu'ils seraient d'accord d'y travailler s'ils voyaient « une quelconque chance que les positions tranchées pourraient changer, ce qui n'est pas le cas ».
- Les discussions de la Ministérielle doivent aller au-delà de Doha et aborder la question du fonctionnement de l'institution elle-même.

Une Ministérielle pour sauver Doha et l'OMC

Dans une récente newsletter, nous nous interrogeons sur l'opportunité de « tuer » Doha pour sauver l'OMC. Le constat dressé aujourd'hui par Pascal Lamy confirme que non seulement la négociation mais aussi l'institution sont en danger. En revanche, les membres, semblent faire le choix de continuer malgré tout le Cycle. Alors que nous étions habitués à l'optimisme légendaire du DG de l'OMC, force est de constater que les mots qu'il a employés lors du dernier CNC sont emprunts de gravité : « paralysie de la fonction de négociation de l'OMC », « incapacité de l'OMC à s'adapter et à s'ajuster aux priorités commerciales mondiales émergentes », « impasse », etc. La nouveauté est que ce n'est pas seulement Doha qui est sur la sellette mais l'ensemble de l'institution elle-même, d'où la nécessité de poser ces questions maintenant et non de les repousser à une hypothétique ère post-Doha.

La prochaine Conférence ministérielle (CM8) devrait donc aborder à la fois des questions systémiques relatives à l'institution et au système et poser concrètement les jalons pour la suite de la négociation dans le cadre du Cycle de Doha. Pascal Lamy a émis le souhait que les deux voies retenues n'excluent pas de travailler à l'élaboration de « livrables » contribuant au développement des pays les plus pauvres. Les pays émergents ont soutenu cette approche, la Chine arguant même que la CM8 ne devrait aborder que les questions de développement.

Lors du Conseil général du mercredi 27 juillet, l'accent a été mis sur les sujets non-inscrits dans l'Agenda de Doha pour le Développement mais qui devront faire l'objet d'un traitement particulier lors de la Ministérielle de Décembre. Outre les questions relatives au fonctionnement ordinaire de l'OMC (accession, transparence, monitoring, Mécanisme d'examen des politiques commerciales, accords commerciaux régionaux, monitoring et surveillance du traitement spécial et différencié, etc.), l'agenda « non Doha » demeure pour l'instant assez obscur. Ce ne sont pourtant pas les nouveaux sujets qui manquent : pêle mêle ont été cités, entre autres, commerce et taux de change, changement climatique et sécurité alimentaire. Une mise à jour sur certains sujets « techniques » (Obstacles Techniques au Commerce, Règles d'Origine, etc.) pourrait aussi avoir des effets bénéfiques importants sur le commerce. Cependant, vu l'esprit actuel à Genève – les délégations semblent se concentrer sur ce qui n'est pas faisable au lieu de chercher ce qui pourrait être mis sur la table - il est plus que probable que la liste des questions Non-Doha fera l'objet d'intenses tractations.

Conclusion : et le coton dans tout ça ?

Sans perspective d'une récolte précoce, la question du coton va rejoindre la cohorte de sujets en tractation dans la négociation globale. L'aventure de ces dernières semaines aura eu au moins le « mérite » de forcer les Américains à clarifier leurs attentes sur le sujet. Alors que les discussions étaient depuis plusieurs années resserrées sur les subventions et limitées à la quadrilatérale (Etats-Unis, Union européenne, C4 et Brésil), les Américains ont bien fait comprendre que rien ne viendrait sur le front des subventions sans une contrepartie de la Chine (plus spécifiquement sur l'accès au marché) et de l'Inde. Autre fait acquis : les négociations de Doha étant amenées à se poursuivre encore quelques années, les nouvelles Farm Bill américaine et politique agricole commune européenne seront finalisées avant la fin des négociations multilatérales. Le contenu d'un compromis sur les subventions du coton sera donc déterminé par ces réformes et « multilatéralisé » *ex post* à Genève. Ceci implique que les pays africains producteurs de coton devront, en plus de Genève, accentuer

leurs actions sur Washington, Bruxelles et Beijing afin de s'assurer que les nouvelles lois agricoles intègrent ce qui pourrait ressembler à une solution pour le coton en ligne avec les engagements de Hong Kong.

Les projets menés par IDEAS Centre ont pour objectif principal de faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Le Centre est fort de ses 8 années d'expérience sur cette problématique. Sa mission consiste à aider les responsables politiques à élaborer des stratégies permettant de tirer profit de la mondialisation en faveur du développement et de lutter efficacement contre la pauvreté dans chaque pays et au sein d'un système commercial international mieux intégré et plus juste.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch

Pour plus d'information sur IDEAS Centre, voir notre site : www.ideascentre.ch.

Pour plus d'information sur le Geneva Trade & Development Forum, voir notre site : www.gtdforum.org.

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41